

Femmes africaines, colonisation, développement

Catherine Coquery-Vidrovitch
Université Paris VII-Denis Diderot/C.N.R.S.

Dans les sociétés africaines anciennes, le domaine des femmes était celui de la vie domestique, non pas seulement la maison comme en Occident, mais plus généralement la subsistance de la maisonnée.¹ Chacune des épouses constituait une unité de production, en partie au moins autonome avec ses greniers, sa cuisine et parfois ses têtes de bétail propres, mais inféodée au chef de famille, responsable de l'ensemble de l'exploitation.

Détérioration de la condition des femmes rurales

On devrait en Afrique parler de paysannes davantage que de paysans. Sauf exception (chez les Songhaï de l'actuel Mali, en zone haoussa et yorouba au Nigéria, ou chez les Fon du Dahomey), la houe -instrument aratoire usuel- était réservée aux femmes (les hommes maniaient la hache pour abattre les arbres et préparer les champs). Le spectacle est resté familier de cohortes de femmes et d'enfants le long des routes pour aller aux champs et assumer les approvisionnement quotidiens en eau et petit bois de chauffe. Le lot des femmes rurales, véritables bêtes de somme, a toujours été dur, et leurs tâches multiples. C'est pourquoi les femmes de naguère acceptaient volontiers la polygamie qui permettait de répartir le travail entre épouses.

Or, quel que soit leur statut antérieur, le sort des paysannes s'est aggravé avec la colonisation. Celle-ci a ébranlé les bases du fragile équilibre antérieur entre dépendance et autonomie dans le rapport des sexes. La raison en est double : d'une part l'apparition

¹ Cf. mon ouvrage récent *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIX^e siècle*, Paris, Desjonquères, 1994.

ou l'intensification de cultures d'exportation (arachides, café, cacao...) ou d'un surplus de cultures vivrières (maïs, igname, riz) destinées à la vente, qu'il a bien fallu caser en sus du cycle de la subsistance; d'autre part l'action des firmes d'import-export dans la collecte des produits, qui a ruiné les réseaux de commerce et de portage féminins pré-existants.

L'exemple de l'huile de palme dans le royaume d'Abomey (Bénin actuel) ou sur la côte du Nigéria est explicite. Au XIX^e siècle, si les hommes cueillaient les noix, la préparation de l'huile était effectuée par les femmes, qui en contrôlaient derechef la commercialisation. Mais le surcroît de travail imposé aux cultivatrices au tournant de la colonisation était tel qu'elles ne purent soutenir le rythme. Les hommes adoptèrent un procédé plus efficace de fabrication, en remplaçant la cuisson par la fermentation du fruit. Tirant les profits de l'innovation, ils abandonnèrent la culture de l'igname; ce sont les femmes, une fois de plus, qui se consacrèrent à la subsistance en adoptant la culture du manioc généralisé à la faveur de la guerre de 14-18. Or celui-ci, plus simple à cultiver, demandait en revanche une préparation très longue pour le rendre propre à la consommation, et plus longue encore lorsque les habitants des villes se mirent à le préférer en farine (gari). Ce sont les hommes (surtout les jeunes, qui face au pouvoir des vieux étaient les concurrents les plus sérieux des femmes) qui monopolisèrent dans les années 1920 une fabrication mécanisée du gari, puisque celui-ci devenait rentable, et surtout sa commercialisation. Ils investirent la plus grande partie de leurs profits dans l'achat de bicyclettes ... et d'épouses, qui leur permettaient d'augmenter la production.²

L'administration coloniale a ignoré les femmes. Elle s'est adressée aux hommes à qui elle réclama impôt en argent, travail salarié et cultures spéculatives obligatoires, privilégiant ainsi leur entrée dans l'économie monétaire. Chez les Béti du Cameroun, bien que les femmes fussent auparavant les principales cultivatrices, la culture des cacaoyers a été d'emblée une affaire d'hommes, parce qu'elle était liée à l'imposition et que cette culture pérenne exigeait des droits permanents sur la terre. Les plantations revinrent aux mains des notables protégés par l'administration qui firent travailler les villageois placés sous leur autorité, y compris par le travail forcé jusqu'à ce qu'il fût explicitement interdit en 1946. Certains de ces chefs de village,

² Susan Martin, "Gender and innovation : farming, cooking and palm-processing in the Ngwa region, south-eastern Nigeria, 1900-1930", SOAS, Londres, 1984, ronéot.

polygames, possédèrent jusqu'à trente ou cent femmes, qui effectuaient le travail agricole sans participer à l'économie monétaire. Ce manque d'argent les condamnait à poursuivre en même temps, comme par le passé, les cultures vivrières, ce qui accrût leur temps de travail. Une évolution analogue avait eu lieu en Gold Coast, où les cacaoyers se généralisèrent entre 1891 et 1911, mais où les autorités traditionnelles elles-mêmes firent entériner entre les deux guerres le passage de la transmission des biens matrilineaire (de l'oncle au fils de la sœur) à la transmission patrilinéaire (de père en fils).

Les droits des femmes ont décliné avec le recul des usages matrilineaires, où la domination maritale était contrebalancée par l'appartenance de la femme à son lignage d'origine. L'idéologie coloniale pétrie de préceptes moraux d'inspiration chrétienne et du droit romain s'est superposée aux usages anciens de suprématie masculine : autrefois, on pouvait distinguer le *droit d'allocation* de terres familiales (non privées) -qui était masculin- et le *droit d'accès* à la terre -qui était mixte, puisque les femmes y accédaient en qualité de filles, d'épouses ou de mères. Mais l'expansion de la propriété privée, attribuée au chef de famille, a réduit d'autant l'accès des femmes à la terre.

Migrations urbaines et femmes indépendantes

La migration féminine, surtout des jeunes femmes, fut bien plus importante qu'on ne pourrait s'y attendre. D'abord en raison de l'aggravation de leur condition rurale. Esclaves ou jeunes épouses ont été parmi les premières à rechercher les nouvelles opportunités offertes par les noyaux urbains coloniaux, surtout dans le climat d'instabilité politique et d'insécurité de la fin du XIX^e siècle. Des documents rares mais précis révèlent à quel point la mise en gage ou en esclavage des femmes et des enfants était devenue une pratique courante, si bien que se réfugier dans le petit centre administratif nouvellement créé ou chez les missionnaires était devenu pour elles le seul recours.³ Leurs mobiles étaient variés : épouse battue, veuve obligée d'accepter contre son gré le frère de son mari, vieille femme stérile rejetée, esclave fugitive, ou tout bonnement surexploitation de l'outil féminin de production; aller en ville leur permettait aussi de se

³ Cf. C. Coquery-Vidrovitch, *Histoire des villes d'Afrique noire des origines à la colonisation*, Paris, Albin Michel, 1993.

marier sans attendre, de la famille du prétendant de leur choix, le paiement d'une compensation matrimoniale qui, en sus, les eût engagé à la campagne envers un mari trop âgé, grand polygame, voire traitant d'esclaves.

Cette migration des jeunes femmes ne fut encouragée ni par les colonisateurs ni par les milieux africains traditionnels. Les premiers parce que l'esprit victorien de l'époque n'acceptait guère l'idée de l'autonomie féminine; les missionnaires renforcèrent le message de la bonne mère de famille chargée des soins du ménage, de la cuisine et des enfants, supposée tout juste sortir pour aller à l'église, et autorisée à ne s'émanciper ni du père ni du mari. L'administration coloniale entrava comme elle le put la migration urbaine des filles, plus ou moins assimilée à la prostitution. Quant aux Africains, ils savaient trop combien était nécessaire le travail des femmes aux champs, outre le fait qu'il existait une crainte réelle sur les effets pernicieux de la ville sur les enfants. Ce n'est guère avant les années 1930 que commencèrent à prévaloir, d'abord pour les filles de la petite bourgeoisie agraire, des arguments en faveur de la ville en matière d'école et de santé.⁴

Beaucoup d'attention, peut-être trop a été accordée à la prostitution. Non que celle-ci n'ait pas été favorisée par le regroupement des travailleurs mâles. Mais les femmes ont su saisir en ville, dès le départ, d'autres opportunités. Faute de formation et de moyens, elles ont trouvé des emplois qui requéraient peu ou pas de capital et une grande flexibilité vis-à-vis du marché local: le petit capitalisme marchand dit "informel" (et plus tard le travail domestique); il s'agissait d'assurer l'approvisionnement en vivres frais et l'entretien d'une masse d'hommes jeunes et souvent célibataires (la présence d'un blanc suscitant en moyenne le travail de six auxiliaires africains), dont elles devinrent les pourvoyeuses aussi débrouillardes que bon marché.

Femmes et politique

Bien qu'officiellement ignorée, on comprend la place qu'ont prise très tôt les femmes en ville, et la vivacité de leur riposte dès que les autorités ont fait mine de leur résister. Les femmes n'ont pas hésité à se révolter vigoureusement, en corps constitué, chaque

⁴ Christine Obbo, *African Women. Their struggle for economic independence*, Londres, Zed Press, 1980.

fois que le pouvoir a tenté de leur imposer un contrôle : ce fut le cas en 1925 et en 1929 en pays Ibo (Nigéria du sud), quand l'administration britannique voulut imposer aux commerçantes le paiement d'une patente sur les marchés. La "guerre des femmes", qui convergèrent en masse vers les petits centres administratifs et pillèrent les bâtiments officiels, les obligea à renoncer. L'événement se renouvela au moment de la grande dépression, lorsqu'en 1933 les autorités voulurent à Lomé (Togo) imposer une taxe aux revendeuses de tissus : elles descendirent dans la rue, et paralyserent tout jusqu'à ce qu'elles obtinssent gain de cause.⁵ Le mouvement ne fit que s'amplifier autour de la seconde guerre mondiale, en particulier en pays yoruba et egba (Nigéria occidental)

Cette pugnacité des femmes a fait merveille au moment des luttes de libération nationale. Depuis les années 1920, les Sud-africaines, toutes analphabètes qu'elles fussent pour la plupart, avaient si bien lutté contre l'obligation du passe que jamais les autorités blanches n'avaient réussi à le leur imposer, alors que les hommes devaient s'y plier depuis longtemps : il fallut cinq ans de répression acharnée pour que le gouvernement de l'*apartheid* finisse par le leur imposer, seulement au milieu des années 1950. L'Afrique du Sud n'est pas le seul pays où une conscience politique féminine s'est forgée dans la résistance active. Des femmes ont joué un rôle important dans les guerres de libération, au cours du soulèvement Mau-Mau au Kenya, dans les colonies portugaises, et tout récemment encore au Zimbabwe ou en Namibie. Or il s'agit de sociétés où l'attitude des femmes, le plus souvent attachées à la terre, était naguère celle d'une extrême soumission aux autorités patriarcales. Leur intervention marque donc un tournant de leur histoire, dont pour la première fois il leur était donné de devenir des acteurs à part entière. Même si les militantes proprement dites ne furent pas nombreuses, elles ont laissé pour l'avenir une marque indélébile.

Mais cet élan n'a pas été linéaire; une fois conquise l'indépendance, les femmes qui avaient été bien souvent, comme en Algérie, le fer de lance de la résistance ou de la lutte armée contre le pouvoir colonial, ont été remise dans le rang : à l'aide du parti unique les hommes ont généralement réinvesti pour eux seuls le domaine politique.

⁵ Sur tout ceci, voir mon ouvrage *Histoire des femmes d'Afrique noire*, Paris, Desjonquères, à par. 1994.

Le fait nouveau récent est la place parfois prépondérante prise par les femmes dans la survie économique; la raréfaction relative des emplois, la réduction des salaires face au coût de la vie a rendu le rôle des femmes essentiel pour la maintenance du groupe, aussi bien à la campagne où elles continuent à assumer le plus gros des tâches qu'en ville, où elles ont massivement investi le secteur dit "informel". La distorsion devient évidente entre leur rôle économique et social et la place qui leur est faite dans les valeurs de la société. Tout ceci est en train de changer très rapidement : à côté d'un nombre minime mais agissant de jeunes intellectuelles, éminentes dans la vie politique ou littéraire, on pressent aujourd'hui un mouvement de fond qui devrait conduire à une individualisation des femmes allant de pair avec leur autonomisation économique. Il serait temps que les analyses et les actions de développement en prennent acte, afin d'agir non pour les femmes, mais par les femmes. Un signe encourageant en est la récente Conférence du Caire sur la population (septembre 1994), qui a souligné l'importance de l'action en faveur de l'émancipation féminine pour quelque programme que ce soit visant en Afrique un programme de réduction d'une natalité aujourd'hui galopante.

Derniers ouvrages parus

L'Ouest africain au temps des français. Colonisateurs et colonisés, c. 1860-1960 (en coll.), Paris, La Découverte, 1992

L'Afrique noire de 1800 à nos jours (en coll.), Paris, PUF, Nouvelle Clio, 3^e édition révisée, 1992

Afrique noire. Permanences et ruptures, 2^e édition révisée, Paris, L'Harmattan, 1993 (1^{er} éd. Payot, 1985)

Histoire africaine du XX^e siècle. Sociétés - Villes - Cultures (en coll.), Paris, L'Harmattan, 1993.

Histoire des villes d'Afrique noire des origines à la colonisation, Paris, Albin Michel, 1993

Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIX^e au XX^e siècle, Paris, Desjonquères, 1994.